

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Revoir-le-developpement-avec-l-ecologie-et-solidarite-Nord-Sud>

Revoir le développement avec l'écologie et solidarité Nord-Sud

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : jeudi 11 mars 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les pays du Nord doivent non seulement revoir leur mode de développement, mais aussi aider ceux du Sud à concilier développement et respect de l'environnement.

Par par Marc Chevallier

[Alternatives Economiques](#), 8 mars 2004

On le sait depuis déjà longtemps, au moins depuis la parution en 1972 du rapport du Club de Rome intitulé « Halte à la croissance ? » : les 20 % d'habitants des pays du Nord consomment 80 % des ressources mondiales et le mode de développement suivi par ces pays n'est pas généralisable à l'ensemble de la planète. Pourtant, rien n'a vraiment changé depuis. Le Nord a poursuivi sur la voie d'un productivisme boulimique en ressources naturelles, tandis que les pays du Sud qui sortaient du sous-développement ont souvent adopté les pires travers du Nord.

Le droit de chacun au développement

L'exemple de la Chine, qui connaît un développement accéléré depuis une dizaine d'années, l'illustre de façon spectaculaire. L'automobile est considérée par les dirigeants chinois comme l'un des moteurs privilégiés du développement économique du pays. Chaque année, le parc automobile chinois connaît une croissance à deux chiffres. Il restait cependant encore inférieur à 14 millions de véhicules en 2002, soit trois fois moins que le parc automobile allemand. Et il n'y avait toujours que 12 véhicules pour 1000 habitants.

Mais qu'en sera-t-il demain si les Chinois atteignent les standards français ou allemands (autour de 580 véhicules pour 1000 habitants), voire celui des Américains (785 véhicules pour 1000 habitants en 2002) ? « Si les Chinois devaient avoir chacun une ou deux voitures dans leur garage et consommer de l'essence au rythme des Etats-Unis, la Chine aurait besoin de plus de 80 millions de barils de pétrole par jour - c'est-à-dire légèrement plus que les 74 millions par jour qui sont actuellement produits dans le monde », conclut Lester Brown [1]. Une perspective totalement insoutenable, compte tenu du niveau des réserves de pétrole et des conséquences qu'aurait sa combustion sur le changement climatique. Il en va de même pour beaucoup d'autres ressources : élevage, agriculture, papier, etc. L'adoption des standards occidentaux par la seule Chine suffirait souvent à absorber l'ensemble des ressources mondiales. Et on pourrait se livrer aux mêmes calculs avec l'Inde !

Le développement doit pourtant rester un horizon pour les pays les plus pauvres, ne serait-ce que pour une question de justice : on ne voit pas de quel droit il faudrait en effet que les Chinois continuent à utiliser leurs vélos et les Indiens leurs rickshaws pendant que nous nous transporterions dans nos voitures climatisées. Les habitants des pays du Sud perçoivent souvent les indignations environnementalistes des citoyens du Nord comme l'expression d'une volonté de les maintenir dans le sous-développement. La déforestation massive de l'Europe au Moyen Age avait, par exemple, marqué une étape du développement de toutes les économies européennes. Les images des arbres coupés de la forêt amazonienne font le tour du monde. Elles ont scandalisé et suscité une forte mobilisation dans les pays développés : c'est le poumon vert de la planète qu'on est en train de sacrifier.

Une indignation justifiée bien sûr, compte tenu en plus des conditions de violence, de corruption et d'illégalité qui accompagnent cette déforestation, mais qui pose également des questions. Selon quelle légitimité les pays riches pourraient-ils exiger qu'on transforme le territoire amazonien ou celui de l'Afrique tropicale en immenses réserves naturelles inviolables, desquelles leurs habitants n'auraient pas le droit de tirer des ressources pour vivre ? Au nom de la lutte contre l'effet de serre et contre les dégâts du productivisme faudrait-il dénier aux pays du Sud le droit d'espérer un jour rattraper les niveaux de vie des pays du Nord ? A l'évidence, non.

Si on accepte ce point de vue, cela signifie que nous allons devoir, au cours des prochaines décennies, non seulement transformer radicalement les modes de production et de consommation au Nord pour réduire très rapidement la consommation énergétique et celle de matières premières, mais aussi aider massivement les pays du Sud à éviter nos erreurs et à adopter immédiatement les technologies les plus « propres ». Ce qui va impliquer de porter les transferts à la fois financiers et de technologies Nord-Sud à des niveaux sans commune mesure avec ce qu'ils ont été ces dernières décennies.

Pollutions locales, incidences globales

C'est d'ailleurs dans l'intérêt même des pays riches : nombre de pollutions locales ont en effet une incidence globale, à commencer bien sûr par les émissions de gaz à effet de serre sur le changement climatique. Mais la mise en place de tels transferts pose cependant de nombreux problèmes délicats. Du côté des pays du Nord, l'égoïsme a toujours été fort et les bonnes intentions à l'égard du Sud ont rarement dépassé le stade des discours. La résistance s'est encore accrue depuis une vingtaine d'années, à la suite des détournements de l'aide qui se sont souvent produits au profit de dirigeants corrompus ou du fait de l'inefficacité de projets pharaoniques surdimensionnés et mal adaptés aux contextes locaux. L'aide au développement a en effet décliné tout au long des années 90. Ces transferts peuvent être également vécus par les pays qui en sont les destinataires comme une ingérence, voire comme une manifestation de néocolonialisme. D'où l'importance de la qualité des mécanismes institutionnels qu'on met en place pour encadrer de tels transferts.

Le protocole de Kyoto sur la lutte contre le changement climatique, négocié en 1997, prévoit de telles possibilités : les pays développés pourraient effectuer une partie de leurs obligations de réductions d'émissions de gaz à effet de serre dans les pays du Sud en finançant des projets dans ces pays dans le cadre du « mécanisme de développement propre ». Une solution qui, a priori, a le mérite de ne faire que des gagnants : le coût de la réduction des émissions supporté par les pays riches est facilement moindre au Sud que sur leur territoire, tandis que les pays du Sud bénéficient ainsi de technologies « propres » auxquelles ils n'auraient pu avoir accès par eux-mêmes. A condition toutefois que ce transfert de technologies ait bien lieu. Et que cela ne se réduise pas simplement pour les grandes entreprises polluantes à planter des arbres au Sud (voir encadré ci-dessous).

Un tel système suppose également une très lourde organisation à l'échelle mondiale. L'application effective du protocole implique la création d'instances chargées du contrôle du respect de leurs obligations par les parties prenantes. Pas toujours facile quand ce contrôle a lieu dans des pays où les pouvoirs publics locaux ont parfois eux-mêmes du mal à s'imposer et à faire respecter le droit. Les principales résistances à la mise en place d'un tel système restent néanmoins localisées au Nord : le refus des Etats-Unis de George Bush de ratifier le protocole aussi bien que les tergiversations de la Russie de Vladimir Poutine. Il n'est pas interdit d'espérer cependant que la prise de conscience de l'urgence écologique finira par servir de puissant levier à la relance de la solidarité Nord-Sud.

Des puits controversés

Dans le cadre de la lutte contre l'effet de serre, le groupe Peugeot a lancé un grand projet de reforestation au Brésil : le « marathon vert ». Ce projet ne fait cependant pas que des enthousiastes. L'association Les Amis de la Terre International lui avait même décerné en 2002 un « Treecanic Award », récompense destinée aux entreprises qui mènent les projets de « puits de carbone » les plus néfastes. Ces puits semblent pourtant jouer un rôle positif : ce sont les éléments naturels (océans, sols et surtout forêts) qui contribuent à capter le carbone en excédent dans l'atmosphère. Excédent responsable de l'effet de serre.

Le protocole de Kyoto autorise d'ailleurs la prise en considération de ces puits : les pays signataires peuvent remplir une partie de leurs obligations de réductions d'émissions en plantant des arbres. Les propriétés des puits de carbone sont pourtant mal connues. Leurs capacités d'absorption sont difficiles à chiffrer et ils peuvent eux-mêmes devenir de

gros émetteurs de carbone quand les arbres vieillissent ou lors d'incendies. De plus, leur apport aux pays du Sud en termes de transferts de technologies énergétiques ou d'aide au développement économique local est très faible. L'accent mis sur les puits de carbone par certains gouvernements, russe et américain en particulier, et par quelques grandes entreprises ressemble fort à un moyen d'éviter de s'attaquer véritablement à la réduction des émissions à la source.

[<http://www.elcorreo.eu.org/IMG/gif/doc-134.gif>]

Post-scriptum :

Notes :

[1] Voir Eco-économie : une autre croissance est possible, écologique et durable, par Lester R. Brown, éd. du Seuil, 2003.